

Monsieur Didier REYNDERS,
Ministre des Finances
Rue de la Loi, 12

1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 30 septembre 2005

N/Réf: JMR/acl/05-178

Monsieur le Ministre,

***Concerne: Hausse du prix de l'énergie
Problématique des maisons de repos***

Nos Fédérations représentent le secteur des maisons de repos, tant privé que public, de l'ensemble du pays.

Afin d'aider les ménages à faire face au renchérissement de l'énergie, le Gouvernement fédéral a notamment décidé:

- d'exempter de TVA l'achat de mazout;
- d'encourager les économies d'énergie par un avantage fiscal majoré.

Par définition, une maison de repos héberge des personnes âgées d'au moins 60 ans en leur offrant une aide ménagère et des soins.

La plupart de ces aînés y élisent domicile.

Si aucune mesure n'est prise pour ce secteur en matière d'énergie, les gestionnaires de maison de repos seront obligés de répercuter la hausse du prix des combustibles sur les résidents.

Or, pour nombre de nos concitoyens, le prix d'une maison de repos représente déjà un coût fort élevé. A titre indicatif, le prix moyen, hors supplément, enregistré par le Ministère fédéral des Affaires économiques était de 33,4 euros par jour en 2004, soit 12.191 euros par an. En charge annuelle, c'est donc un budget qui avoisine le demi-million d'anciens francs.

Afin d'éviter que ce coût n'augmente encore, nous demandons qu'une personne âgée qui habite en maison de repos bénéficie de la même aide qu'une personne qui vit dans un logement privé.

Concrètement, nous souhaitons que les maisons de repos bénéficient de la même exonération de TVA que celle prévue pour les particuliers, soit une remise de 17,35 % tant que le prix du mazout excède 0,50 euro le litre.

Nous sommes bien conscients que la hausse structurelle du prix de l'énergie appelle également des modifications de comportement et des investissements spécifiques. Pour notre secteur, cette problématique relève principalement de compétence régionale. C'est donc avec les Ministres régionaux de l'Energie que nous discuterons cet aspect du problème.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Pour les Fédérations,
Jean-Marc Rombeaux

Le présent courrier est également adressé à:

- *Monsieur Guy Verhofstadt, Premier-Ministre;*
- *Madame Laurette Onkelinx, Vice-Première Ministre;*
- *Monsieur Johan Vande Lanotte, Vice-Premier Ministre;*
- *Monsieur Patrick Dewael, Vice-Premier Ministre;*
- *Monsieur Christian Dupont, Ministre de l'Intégration sociale.*

*Personne de contact: Jean-Marc Rombeaux, Conseiller, rue de l'Etoile, 14 à 5000 Namur
0473.89.96.88 - jmr@uvcw.be*